

# 82<sup>ème</sup> Congrès départemental



***7 novembre 2015***  
***La Roche-sur-Foron***

**Association des  
Maires, Adjointes et  
Conseillers  
Départementaux de  
Haute-Savoie**

**ROCHEXPO**  
Foire de la Haute-Savoie  
Mont-Blanc



  
**la roche sur foron**  
CITÉ MÉDIÉVALE AU CŒUR DES ALPES

# La loi NOTRe – Principales dispositions

## Loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République « NOTRe »

### Réorganisation de la répartition des compétences entre les collectivités :

- Suppression de la clause de compétence générale des départements et des régions
- Renforcement des responsabilités régionales en matière de développement économique, d'aménagement et de développement durable du territoire, de prévention et de gestion des déchets (planification) et attribution de compétences départementales en matière de transports (y compris les transports scolaires)
- Les départements conservent des compétences de solidarité (action sociale, autonomie des personnes,...), la gestion des voiries et des collèges
- **Extension des périmètres intercommunaux et renforcement de leurs compétences d'ici 2017**

# La loi NOTRe – Principales dispositions

## Elargissement des compétences des communautés de communes

### Les compétences obligatoires des CC

1 <sup>er</sup> janvier 2017	1 <sup>er</sup> janvier 2018	1 <sup>er</sup> janvier 2020
<ul style="list-style-type: none"><li>Aménagement de l'espace : SCOT, PLU*, actions d'intérêt communautaire</li><li><b>Développement économique dont la promotion du tourisme</b></li><li><b>Aires d'accueil des gens du voyage</b></li><li><b>Collecte et traitement des déchets ménagers</b></li></ul> <p><i>* Sauf opposition au transfert automatique : 25% des conseils municipaux représentant 20% de la population de l'EPCI – Délibérations janvier-mars 2017</i></p>	<ul style="list-style-type: none"><li>Aménagement de l'espace : SCOT, PLU*, actions d'intérêt communautaire</li><li>Développement économique dont la promotion du tourisme</li><li>Aires d'accueil des gens du voyage</li><li>Collecte et traitement des déchets ménagers</li><li><b>Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations</b></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Aménagement de l'espace : SCOT, PLU*, actions d'intérêt communautaire</li><li>Développement économique dont la promotion du tourisme</li><li>Aires d'accueil des gens du voyage</li><li>Collecte et traitement des déchets ménagers</li><li>Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations</li><li><b>Eau</b></li><li><b>Assainissement collectif et non collectif</b></li></ul>

# La loi NOTRe – Principales dispositions

## Elargissement des compétences des communautés de communes

### Les compétences optionnelles des CC

2015 3 compétences parmi les 7 groupes pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire	1 <sup>er</sup> janvier 2017 3 compétences parmi les 9 groupes pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire	1 <sup>er</sup> janvier 2020 3 compétences parmi les 7 groupes pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire
<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Protection et mise en valeur de l'environnement</li><li>▪ Politique du logement et du cadre de vue d'intérêt communautaire</li><li>▪ Politique de la ville</li><li>▪ Voirie d'intérêt communautaire</li><li>▪ Equipements culturels, sportifs et écoles d'intérêt communautaire</li><li>▪ Tout ou partie de l'assainissement</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Protection et mise en valeur de l'environnement</li><li>▪ Politique du logement et du cadre de vue d'intérêt communautaire</li><li>▪ Politique de la ville</li><li>▪ Voirie d'intérêt communautaire</li><li>▪ Equipements culturels, sportifs et écoles d'intérêt communautaire</li><li>▪ Action sociale d'intérêt communautaire (possibilité de confirmer l'exercice de la compétence à un CIAS)</li><li>▪ <b>Eau (optionnel jusqu'au 1<sup>er</sup>/01/2020)</b></li><li>▪ <b>Assainissement collectif et non collectif (optionnel jusqu'au 1<sup>er</sup>/01/2020)</b></li><li>▪ <b>Création et gestion de maisons de service public</b></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Protection et mise en valeur de l'environnement</li><li>▪ Politique du logement et du cadre de vue d'intérêt communautaire</li><li>▪ Politique de la ville</li><li>▪ Voirie d'intérêt communautaire</li><li>▪ Equipements culturels, sportifs et écoles d'intérêt communautaire</li><li>▪ Action sociale d'intérêt communautaire (possibilité de confirmer l'exercice de la compétence à un CIAS)</li><li>▪ Création et gestion de maisons de service public</li></ul>

# La loi NOTRe – Principales dispositions

## Elargissement des compétences des communautés d'agglomération

### Les compétences obligatoires des CA

2015	1 <sup>er</sup> janvier 2017	1 <sup>er</sup> janvier 2018	1 <sup>er</sup> janvier 2020
<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Aménagement de l'espace (SCOT, PLU*, zone d'aménagement concerté, mobilité)</li><li>▪ Développement économique (zones d'intérêt communautaire)</li><li>▪ Equilibre social de l'habitat (PLH, politique du logement social d'intérêt communautaire)</li><li>▪ Politique de la ville</li></ul> <p><i>*Sauf opposition au transfert automatique : 25% des conseils municipaux représentant 20% de la population de l'EPCI – Délibérations janvier-mars 2017</i></p>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Aménagement de l'espace</li><li>▪ <b>Développement économique dont la promotion du tourisme</b></li><li>▪ Equilibre social de l'habitat</li><li>▪ Politique de la ville</li><li>▪ <b>Aires d'accueil des gens du voyage</b></li><li>▪ <b>Collecte et traitement des déchets ménagers</b></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Aménagement de l'espace</li><li>▪ Développement économique dont la promotion du tourisme</li><li>▪ Equilibre social de l'habitat</li><li>▪ Politique de la ville</li><li>▪ <b>Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations</b></li><li>▪ Aires d'accueil des gens du voyage</li><li>▪ Collecte et traitement des déchets ménagers</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Aménagement de l'espace</li><li>▪ Développement économique dont la promotion du tourisme</li><li>▪ Equilibre social de l'habitat</li><li>▪ Politique de la ville</li><li>▪ Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations</li><li>▪ Aires d'accueil des gens du voyage</li><li>▪ Collecte et traitement des déchets ménagers</li><li>▪ <b>Eau</b></li><li>▪ <b>Assainissement</b></li></ul>

# La loi NOTRe – Principales dispositions

## Elargissement des compétences des communautés d'agglomération

### Les compétences optionnelles des CA

2015 3 compétences parmi les 6 groupes pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire	1 <sup>er</sup> janvier 2017 3 compétences parmi les 7 groupes pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire	1 <sup>er</sup> janvier 2020 3 compétences parmi les 6 groupes pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire
<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Protection et mise en valeur de l'environnement</li><li>▪ Voirie d'intérêt communautaire</li><li>▪ Equipements culturels, sportifs et écoles d'intérêt communautaire</li><li>▪ Action sociale d'intérêt communautaire</li><li>▪ Eau (optionnel jusqu'au 1<sup>er</sup>/01/2020)</li><li>▪ Assainissement (optionnel jusqu'au 1<sup>er</sup>/01/2020)</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Protection et mise en valeur de l'environnement</li><li>▪ Voirie d'intérêt communautaire</li><li>▪ Equipements culturels, sportifs et écoles d'intérêt communautaire</li><li>▪ Action sociale d'intérêt communautaire (possibilité de confier l'exercice de la compétence à un CIAS)</li><li>▪ Eau (optionnel jusqu'au 1<sup>er</sup>/01/2020)</li><li>▪ Assainissement (optionnel jusqu'au 1<sup>er</sup>/01/2020)</li><li>▪ <b>Création et gestion de maisons de services au public</b></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Protection et mise en valeur de l'environnement</li><li>▪ Voirie d'intérêt communautaire</li><li>▪ Equipements culturels, sportifs et écoles d'intérêt communautaire</li><li>▪ Action sociale d'intérêt communautaire</li><li>▪ Création et gestion de maisons de services au public</li></ul>

# La loi NOTRe – Principales dispositions

## Retour sur le transfert aux CC et CA de la compétence « promotion du tourisme »

- **Transfert des zones d'activités touristiques (suppression de la notion d'intérêt communautaire)**
  
- **Actions de promotion du tourisme intégrant les structures de promotion touristique que sont les offices de tourisme**
  - création éventuelle d'un OT communautaire
  - les offices existants deviennent des bureaux d'information touristique avec des adaptations possibles prévues pour les communes touristiques, les stations classées et les marques territoriales

# Périmètres des communautés

Seuil démographique minimal pour la constitution d'EPCI à fiscalité propre = **15 000 habitants.**

**4 adaptations possibles** de ce seuil, sans que ce seuil puisse dans tous les cas être inférieur à 5 000 hab.



Parmi les dérogations, l'une d'entre elles concerne les **communautés comprenant la moitié au moins des communes situées dans une zone de montagne.**

## Mutualisation de services

### Schémas de mutualisation

- **Avant le 1<sup>er</sup> octobre 2015** : transmission du rapport et du projet de schéma pour avis aux conseils municipaux
- **Avant le 31 décembre 2015** : approbation par le conseil communautaire

# La loi NOTRe – Principales dispositions

## Dispositions diverses

### ➤ Contribution au SDIS

Communes membres d'un EPCI créé après 1996 : possibilité de transférer à l'EPCI le versement des contributions au SDIS

### ➤ Compétence action sociale et CIAS

Suppression de l'obligation de créer un CCAS dans les communes de 1 500 habitants (possibilité de dissolution par délibération du conseil municipal).

En cas de dissolution ou de non-création d'un CCAS, la compétence est exercée par la commune elle-même ou par un CIAS.

### ➤ Affichage du compte-rendu du conseil sur le site de la commune (quand il existe)

### ➤ Abaissement à 1 000 hab. (au lieu de 3 500) du seuil au-dessus duquel :

- une commune a l'obligation d'adopter un règlement intérieur
- le maire a l'obligation de convoquer le CM sur la demande d'1/3 de ses membres
- la commune a l'obligation de réserver un espace d'expression à l'opposition dans le bulletin municipal, lorsqu'il existe

Ces nouvelles obligations concernant les communes de 1 000 hab. et plus sont applicables à compter de 2020.

## Dispositions diverses

- **Unification de la fiscalité entre communes et communautés**
- **Relèvement du seuil d'éligibilité au fond de soutien des emprunts toxiques** (passage du plafond de 45% à 75% du montant des indemnités de remboursement anticipé)
- **Obligation de dématérialisation des pièces comptables et justificatives**

## Indemnités des membres des conseils ou comités des syndicats de communes - Art. 41, 42, 13 loi NOTRe

### Suppression des indemnités de fonctions pour

- les présidents et vice-présidents des syndicats intercommunaux et des syndicats mixtes fermés « dont le périmètre est inférieur à celui d'un EPCI à fiscalité propre »
- les présidents et vice-présidents des syndicats mixtes ouverts restreints

**Application différée au 1<sup>er</sup> janvier 2017.**

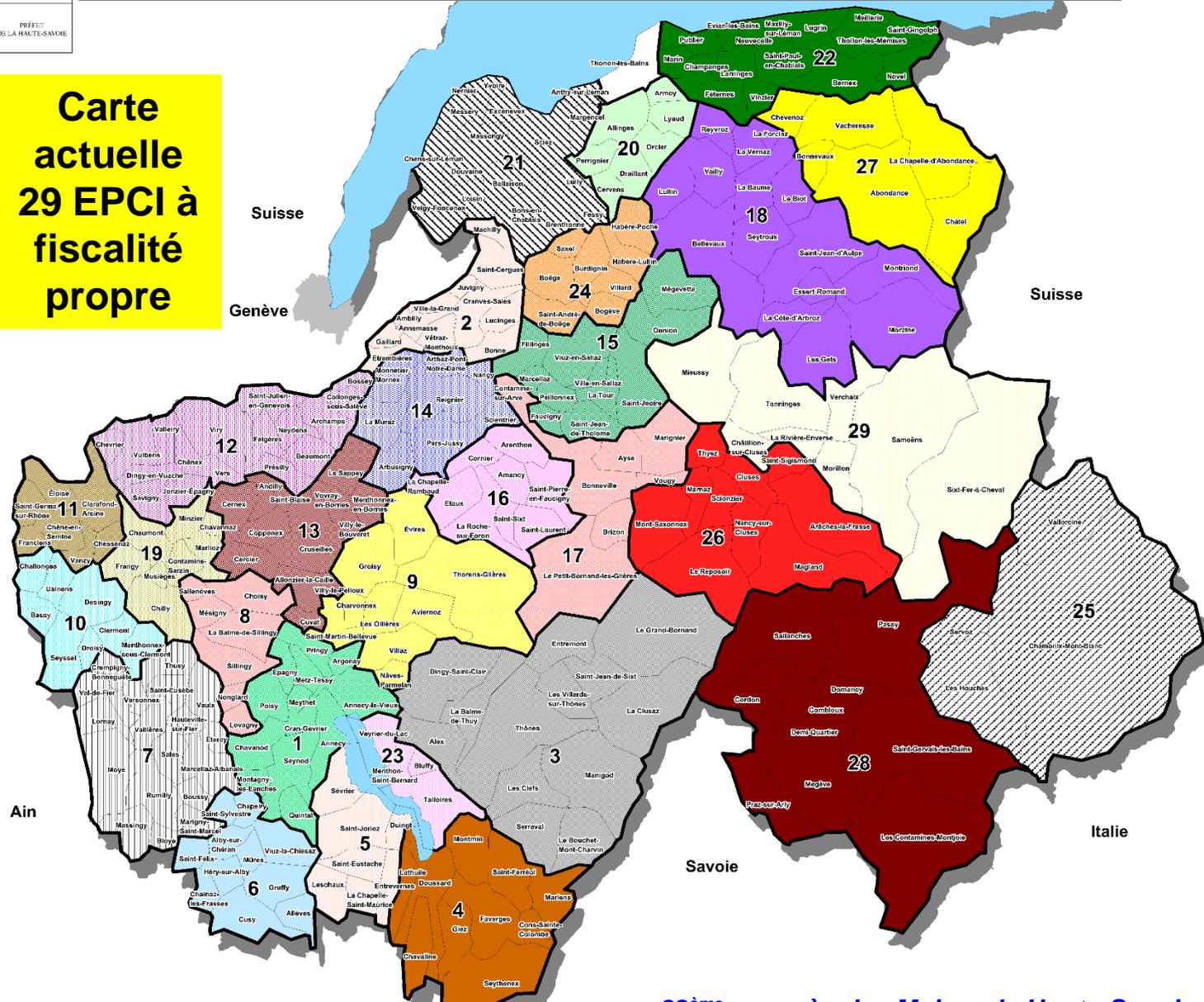
# Carte intercommunale de Haute-Savoie et SDCI

- **Rappel des objectifs des SDCI**
  - Rattachement des communes isolées
  - Suppression des discontinuités territoriales et enclaves
  - Rationalisation des périmètres intercommunaux : extension des périmètres des communautés et réduction du nombre de syndicats

# Carte intercommunale de Haute-Savoie et SDCI

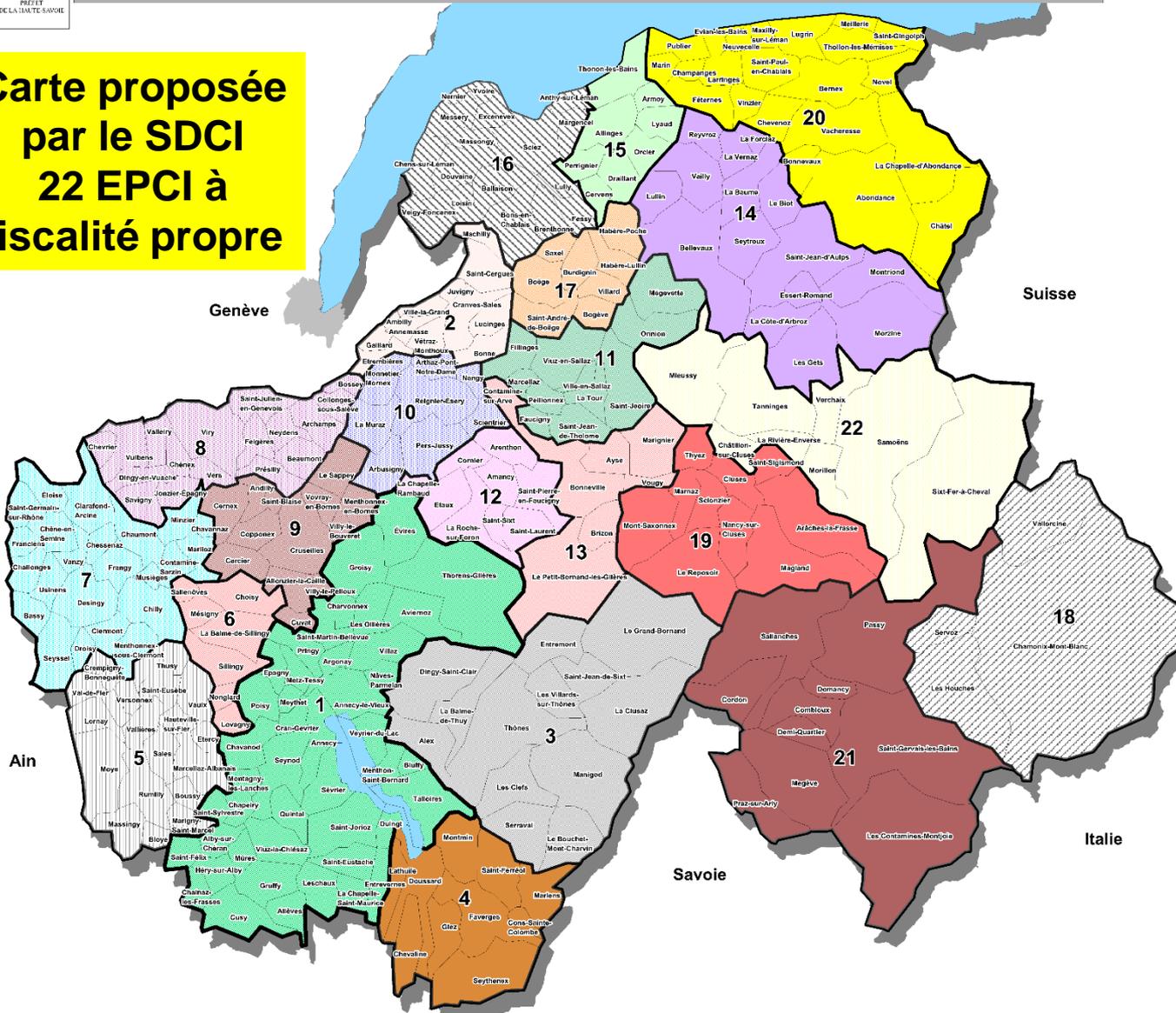
- **Prise en compte nécessaire des orientations du CGCT tel que modifié par la loi NOTRe (art. L. 5210-1-1)**
  - Constitution d'EPCI à fiscalité propre d'au moins 15 000 hab. (relèvement du seuil minimal)
  - Adaptation du seuil (dérogation montagne issue de la loi NOTRe) qui ne peut toutefois pas être inférieur à 5 000 hab.

**Carte actuelle  
29 EPCI à  
fiscalité propre**



- 1** Communauté de l'Agglomération d'Annecy
- 2** Communauté d'Agglomération Annemasse-  
Les Voirons Agglomération
- Communautés de communes de :
- 3** des Vallées de Thônes
- 4** du Pays de Faverges
- 5** de la Rive Gauche du Lac d'Annecy
- 6** du Pays d'Alby
- 7** du Canton de Rumilly
- 8** Fier et Ussets
- 9** du Pays de la Fillière
- 10** du Pays de Seyssel
- 11** de la Semine
- 12** du Genevois
- 13** du Pays de Cruseilles
- 14** Arve et Salève
- 15** des Quatre Rivières
- 16** du Pays Rochois
- 17** Faucigny Glières
- 18** du Haut Chablais
- 19** du Val des Ussets
- 20** des Collines du Léman
- 22** du Pays d'Evian
- 21** du Bas Chablais
- 23** de la Tournette
- 24** de la Vallée Verte
- 25** de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc
- 26** Cluses-Arve et Montagnes
- 27** de la Vallée d'Abondance
- 28** Pays du Mont-Blanc
- 29** des Montagnes du Giffre

**Carte proposée  
par le SDCI  
22 EPCI à  
fiscalité propre**



- Communauté d'agglomération :**
- 188 514 **1** C.A. issue de la fusion de la CA d'Annecy et des CC Rive gauche, Pays d'Alby, Pays de Filière, Tournette
  - 83 834 **2** Annemasse-Les Voirons Agglomération
- Communauté de commune de :**
- 18 340 **3** des Vallées de Thônes
  - 15 295 **4** du Pays de Faverges
  - 28 396 **5** du Canton de Rumilly
  - 14 232 **6** Fier et Ussets
  - 18 759 **7** C.C. issue de la fusion des CC Semine, Pays de Seyssel et Val des Ussets
  - 38 215 **8** du Genevois
  - 13 758 **9** du Pays de Cruseilles
  - 18 266 **10** Arve et Salève
  - 17 854 **11** des Quatre Rivières
  - 25 236 **12** du Pays Rochois
  - 25 667 **13** Faucigny Glières
  - 12 181 **14** du Haut Chablais
  - 45 935 **15** C.C. issue de l'extension du périmètre de la CC des Collines du Léman à Thonon-les-Bains
  - 36 705 **16** du Bas Chablais
  - 7 347 **17** de la Vallée Verte
  - 13 193 **18** de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc
  - 44 213 **19** Cluses-Arve et Montagnes
  - 37 670 **20** C.C. issue de la fusion des CC Pays d'Evian et Vallée d'Abondance
  - 44 548 **21** Pays du Mont-Blanc
  - 11 560 **22** des Montagnes du Giffre

Conception : DDT 74/SPCT/AEAD

Source : Préfecture 74, population INSEE 2015, GEOFLA® (décret du 24/12/2014 paru au JO), IGN Géofla® - ©IGN 2008 (protocole MEDDTL - MAAPRAT - IGN du 24/10/11)

Date de réalisation : 24 septembre 2015

- **Rappel du calendrier pour l'adoption  
du SDCI**

**2/10/2015**  
Présentation  
du projet de  
schéma à la  
CDCI

**Avant le  
31/10/2015**  
Transmission  
du projet de  
schéma aux  
communes  
et EPCI  
concernés

**Oct./Déc.  
2015**  
Avis des  
communes  
et des EPCI  
Délai de 2  
mois pour  
délibérer

**Avant le  
31/12/2015**  
Transmission  
à la CDCI du  
projet de  
schéma +  
avis des  
collectivités

**Janvier/Mars 2016**  
Consultation de la  
CDCI - Possibilité  
d'amender le  
projet de schéma à  
la majorité des 2/3  
(délai de 3 mois)

**Avant le  
31/03/2016**  
Arrêté  
portant  
SDCI

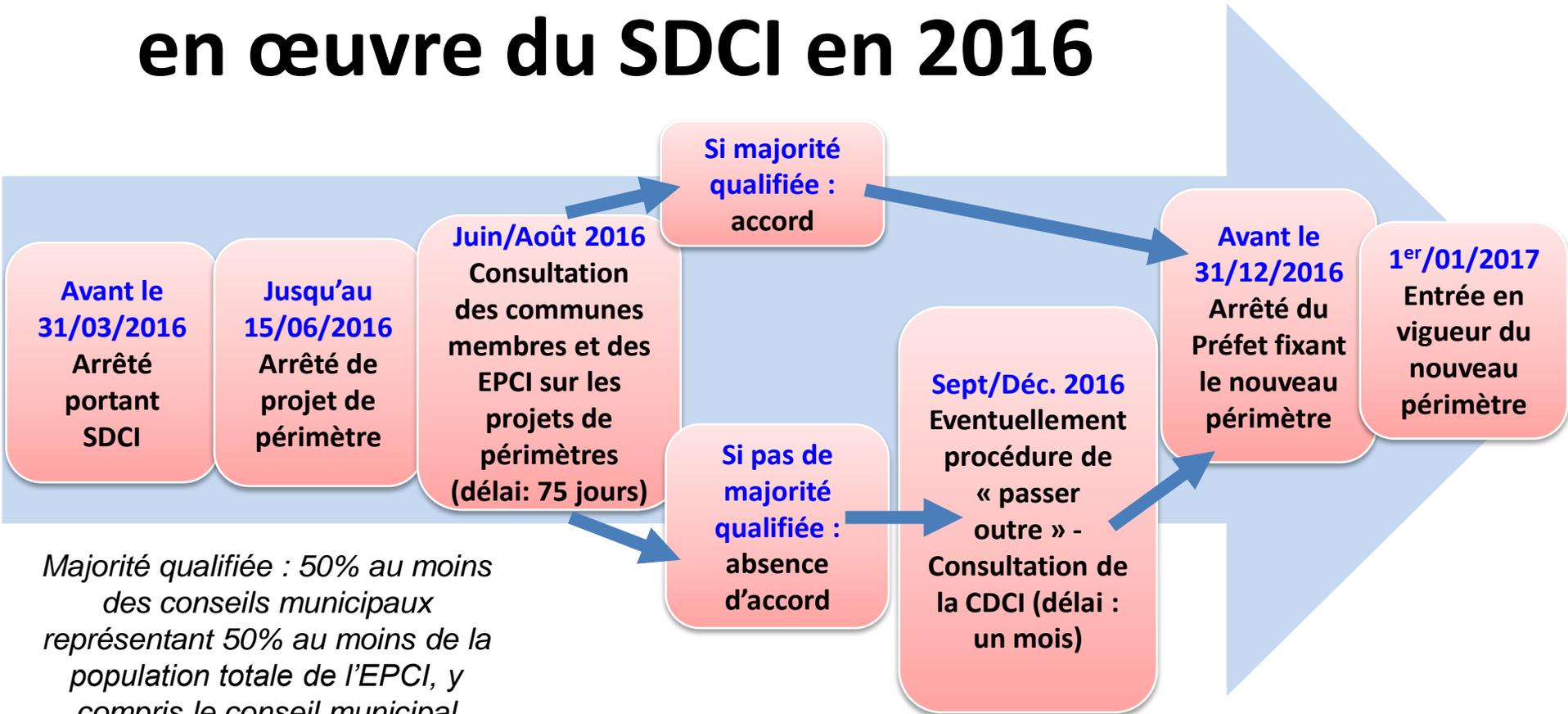
**Les SDCI devront être arrêtés par  
les Préfets avant le 31 mars 2016**

## Carte intercommunale de Haute-Savoie et SDCI

### **RAPPEL**

**Possibilité pour la CDCI, par amendement à la majorité des 2/3 de ses membres, de proposer des modifications au projet initial du Préfet, sans toutefois déroger aux orientations minimum fixées par la loi**

## • Rappel du calendrier pour la mise en œuvre du SDCI en 2016



*Majorité qualifiée : 50% au moins des conseils municipaux représentant 50% au moins de la population totale de l'EPCI, y compris le conseil municipal représentant 1/3 de la population totale*

## Et après ?

### **La composition des organes délibérants des nouveaux EPCI à fiscalité propre**

Les communes disposent d'un délai de 3 mois à compter des arrêtés définitifs de périmètre pour délibérer sur la composition du conseil communautaire, et au plus tard, le 15 décembre 2016.

### **Les modalités de restitution de compétences optionnelles en cas de fusion d'EPCI à fiscalité propre**

L'EPCI issu d'une fusion exerce l'intégralité des compétences obligatoires de sa catégorie sur la totalité de son périmètre.

Le conseil communautaire dispose d'un délai maximal d'un an (au lieu de 3 mois) pour délibérer sur une éventuelle restitution des compétences transférées à titre optionnel par les communes aux anciennes communautés.

Jusqu'à cette délibération, l'EPCI fusionné exerce lesdites compétences dans le périmètre des anciens EPCI et selon les mêmes modalités que ces derniers.